

QU XING

Président, Institut chinois d'études internationales (CIIS)

Jean-Michel Severino, Gérant, Investisseurs et Partenaires (I&P)

Before we come back to eastern Africa, I would like to turn to Mr Qu Xing, who is a very eminent international policy researcher, a specialist in both Chinese and French diplomacy. Your presence here is very important, because not everybody knows the very important and growing role that China has played in the past two decades in Africa, mostly economically, and with a very firm policy stance over the years that you would not interfere with political issues. Given your growing importance all over the continent, one wants to ask the question whether this position is sustainable, whether you are not dragged into all the dimensions of foreign and local policies anyway, whether it would not be indispensable for your presence on the continent, and how Chinese policy has changed.

Qu Xing, président, Institut chinois d'études internationales (CIIS)

Avant tout je tiens à remercier Thierry de Montbrial de m'avoir invité à ce forum de débat politique de haut vol au sein de la Conférence de Politique Internationale, pour échanger des idées avec les élites du monde et profiter du temps agréable et de la beauté de la ville de Monaco.

Le sujet de cette session est l'Afrique. Le modérateur m'a posé trois questions sur la politique de la Chine envers l'Afrique. La première est pour connaître ma vision de la politique traditionnelle de non-ingérence de la Chine dans les affaires intérieures de l'Afrique au regard du climat d'instabilité en Afrique. La deuxième est de savoir si oui ou non la Chine craint que l'instabilité ambiante ait un impact sur les intérêts chinois en Afrique. La troisième est de connaître le rôle de la Chine dans l'amélioration de la stabilité régionale et continentale. J'aimerais partager avec vous mes observations concernant ces trois questions.

Tout d'abord, ma vision de la politique traditionnelle de non-ingérence de la Chine dans les affaires intérieures d'autres pays. La non-ingérence dans les affaires intérieures des autres est l'un des principes de la Charte des Nations unies. La Chine tient énormément à ce principe. En 1954, le Premier ministre chinois Zhou Enlai et le Premier ministre indien Nehru ont proposé ensemble les cinq principes de la coexistence pacifique, nommés en langue indienne les principes de Panch Shila. Ce sont le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité du territoire, la non-agression, la non-ingérence dans les affaires intérieures, l'égalité et la réciprocité et la coexistence pacifique. Depuis, et jusqu'à ce jour, ces cinq principes ont servi de base à la philosophie de politique étrangère de la Chine. Lors des déclarations conjointes entre la Chine et presque tous les pays établissant des relations diplomatiques, vous trouverez ces principes.

Pourquoi la Chine attache-t-elle une telle importance au principe de non-ingérence ? D'un point de vue historique, la Chine a énormément souffert de l'ingérence étrangère dans son histoire récente. Ces ingérences ont eu des conséquences négatives sur la société chinoise. D'un point de vue théorique, la Chine est persuadée que personne ne connaît mieux les affaires d'un pays que le peuple et gouvernement du pays en question, personne ne sait mieux que les habitants de ce pays comment il doit être gouverné. D'un point de vue pratique, dans toute l'histoire des relations internationales, ce sont toujours les grands pays puissants qui s'immiscent dans les affaires des petits pays faibles. Et leur critère pour décider ou non d'une ingérence, ce sont leurs propres intérêts. Ils ne sont pas très intéressés par ce qui se passe à l'issue de leur intervention militaire. Il est difficile de tirer des conclusions positives des ingérences au Kosovo, en Afghanistan, en Irak et en Lybie depuis la fin de la guerre froide.

Mais non-ingérence n'est pas synonyme d'indifférence. La Chine sait parfaitement que l'assemblée générale des Nations unies a adopté en 2005 le concept de responsabilité de protection. Il signifie que tant que le gouvernement d'un pays n'a pas la volonté ou le pouvoir de protéger son propre peuple d'un génocide, d'un crime de guerre, d'une purge ethnique ou d'un crime contre l'humanité, la communauté internationale doit réagir. Mais la question essentielle c'est de savoir qui devra être juge de la situation et qui prendra la décision d'ingérence internationale. La Chine

considère que seul le Conseil de sécurité des Nations unies devrait avoir autorité pour décider si les crimes évoqués ci-dessus sont commis dans un pays, et le seul à pouvoir autoriser l'ingérence internationale. Dans le même temps, la Chine accorde une grande valeur au concept de « responsabilité dans la protection » ou « protection responsable ». En fait, la Chine a participé à toutes les opérations de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies, en Afrique et sur d'autres continents. Par exemple, la Chine a envoyé des contingents au Mali pour la mission de maintien de la paix. Parmi les membres permanents du Conseil de sécurité, la Chine est le plus gros contributeur de troupes pour les forces de maintien de la paix des Nations unies. Ce que la Chine n'accepte pas, ce sont les renversements de gouvernement dans un pays par des moyens militaires sans l'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU. Car les problèmes créés par les interventions militaires peuvent devenir bien plus sérieux que les problèmes originaux que l'intervention était censée résoudre. C'est la situation à laquelle on assiste à l'heure actuelle en Irak et en Lybie.

Deuxième question, est-ce que la Chine craint que l'instabilité actuelle ait un impact sur les intérêts chinois en Afrique ? La réponse est « oui ». La Chine a d'importants intérêts en Afrique. La coopération entre la Chine et l'Afrique a commencé dans les années cinquante. Le Premier ministre Zhou Enlai a rencontré les dirigeants africains lors du premier sommet africano-asiatique en Indonésie en 1955. Lors des trois décennies qui suivirent, la Chine a fourni énormément d'aide aux pays africains pour les aider à obtenir leur indépendance nationale par le développement économique. En 1964, le Premier ministre Zhou Enlai a établi les 8 principes de l'aide chinoise aux pays africains. L'idée essentielle de ces 8 principes est que la Chine ne considère pas que l'aide aux pays africains soit une faveur, mais un bénéfice mutuel. En 50 ans environ, la Chine a construit plus de mille projets d'infrastructure, dont des centaines d'écoles, des dizaines d'hôpitaux, de stades et de bâtiments gouvernementaux, ainsi que des milliers de kilomètres de voies ferrées et de routes. Le montant de cette aide a atteint 7 % du PIB chinois dans les années 60 et 70. La plupart de ces projets ont été financés par une assistance non-remboursable, le reste par des emprunts gouvernementaux qui furent ensuite exonérés.

Voilà la situation jusqu'aux années 80. Depuis, la Chine et l'Afrique sont toutes deux entrées dans une nouvelle ère. La Chine a commencé sa période d'ouverture et de réforme. L'Afrique a achevé sa période de décolonisation. La relation économique entre la Chine et l'Afrique est également entrée dans une nouvelle ère. Tout en continuant à fournir une assistance non-remboursable, la Chine attache plus d'importance à la création d'une situation gagnant-gagnant qui assure un développement mutuel. En 1984, le Premier ministre chinois a établi, lors de sa visite en Afrique, les quatre principes de la « coopération économique internationale », à savoir l'égalité et le bénéfice mutuel, l'efficacité, la variété et le développement commun. La principale différence entre ces 4 principes et les 8 principes de 1964 est l'insistance sur la réciprocité et le développement commun.

Cette politique de bénéfice mutuel et de solution gagnant-gagnant donne un nouveau rythme à la coopération économique entre la Chine et l'Afrique. En termes d'échanges par exemple, le volume des échanges entre la Chine et l'Afrique en 1988 était d'un milliard de dollars, de nos jours il a atteint 200 milliards de dollars. Des centaines de milliers d'Africains vivent et travaillent en Chine aujourd'hui et un nombre à peu près équivalent de Chinois vivent et travaillent en Afrique. La Chine commence à importer du pétrole et des ressources d'Afrique. Les entreprises chinoises commencent à entrer en compétition avec des entreprises occidentales sur le marché africain. La concurrence chinoise fait monter les prix du pétrole et des ressources et descendre les prix des offres pour la construction d'infrastructure sur le marché africain. Ce n'est peut-être pas une bonne nouvelle pour les entreprises européennes ou américaines, mais c'est sans aucun doute une situation avantageuse pour les pays africains. Avec la même quantité de pétrole et de ressources, ils peuvent obtenir plus d'argent. Et avec le même budget, ils peuvent construire plus d'infrastructures.

La stabilité de l'Afrique est importante pour la Chine. Politiquement, l'Afrique est le continent avec le plus de pays émergents. La Chine se considère comme un pays émergent pour encore une longue période. La Chine est persuadée que sans le développement des pays émergents, le développement du monde ne sera pas durable. Le déséquilibre de l'économie mondiale est en fait un déséquilibre de développement. La Chine fait des efforts pour aider les pays d'Afrique à atteindre un développement économique rapide par la stabilité politique. Du point de vue diplomatique, les pays émergents forment la base de la politique étrangère de la Chine. Chaque fois qu'une organisation internationale discute d'un problème relatif à la Chine, le soutien et la sympathie les plus forts viennent

toujours des pays émergents, en particulier d'Afrique. La Chine considère les pays d'Afrique comme de véritables amis. Économiquement, depuis quelques années, la Chine importe du pétrole et des ressources d'Afrique, la Chine exporte ses produits vers l'Afrique, les entreprises chinoises investissent largement en Afrique, un grand nombre d'ouvriers chinois travaillent sur des sites de constructions en Afrique. Dans ces circonstances, l'instabilité a un impact négatif sur les exportations, les importations, les investissements et la sécurité des ouvriers chinois en Afrique. Nous avons toujours en mémoire qu'avant l'intervention militaire de l'OTAN en Lybie, la Chine a dû évacuer en 10 jours 36000 travailleurs chinois de Lybie. Si la stabilité est détruite dans un autre pays d'Afrique, je n'arrive pas à imaginer comment on pourrait évacuer les citoyens chinois d'un pays encore plus éloigné du nôtre que la Lybie, ou un pays où ils seraient encore plus nombreux.

Troisième question, quel rôle la Chine joue ou peut jouer pour améliorer la stabilité régionale et continentale en Afrique ? Comme je l'ai mentionné, la Chine pense que la clé de la stabilité sociale d'un pays réside dans son développement économique. La pauvreté et l'inégalité sont les racines de l'instabilité. Ainsi l'approche de la Chine pour améliorer la stabilité en Afrique est d'abord d'améliorer son développement social et économique, d'améliorer les conditions de vie des peuples. Dans les années 60, l'aide de la Chine à l'Afrique n'était pas nécessairement ciblée sur les industries high-tech, mais sur les PME étroitement liées à la vie quotidienne des citoyens ordinaires et des villageois. Ces dernières années, avec une plus grande capacité d'aide à l'international, la Chine se concentre plus sur de gros projets pour l'industrialisation de l'Afrique. En 2006, la Chine a mis en place un mécanisme de forum de coopération Chine-Afrique. Une série de nouvelles mesures d'aide à l'Afrique ont été mises en pratique : un fond spécial de 5 milliards de dollars a été créé pour encourager les entreprises chinoises à investir en Afrique, les dettes ont été exonérées, la Chine a construit le Centre de convention de l'Union africaine pour soutenir le processus d'intégration africaine. La Chine ouvre davantage son marché aux produits africains. Plus de 400 catégories de produits africains peuvent entrer sur le marché chinois sans aucun frais de douanes. Aujourd'hui, l'Afrique a une balance commerciale excédentaire dans ses échanges avec la Chine. La Chine a créé un modèle appelé "ressources pour les infrastructures". Cela signifie que les entreprises chinoises construisent des infrastructures comme des voies de chemin de fer, des autoroutes, des ports, des centrales électriques, des logements sociaux, etc., dans des pays d'Afrique avec des prêts gouvernementaux chinois. Les pays concernés remboursent ces prêts avec leurs ressources. Ainsi, les pays africains voient leurs infrastructures améliorées et la Chine obtient les ressources dont elle a besoin pour sa modernisation. C'est une situation gagnant-gagnant même si les importations de pétrole en Chine représentent à peine le tiers des importations de pétrole des États-Unis ou de l'Europe. Et la Chine aide également les pays d'Afrique à construire leurs propres raffineries de pétrole, au Soudan et en Angola par exemple.

Concernant l'amélioration de la gouvernance, l'approche de la Chine consiste à former des fonctionnaires et techniciens africains. Le gouvernement chinois a établi un fond spécial dédié aux programmes de formations des pays africains. Depuis 2006, des dizaines de milliers d'Africains ont été formés en Chine. La Chine a également envoyé des équipes médicales en Afrique. Depuis les années 60, des dizaines de milliers de médecins chinois font des séjours dans les zones rurales africaines, pas seulement pour soigner les populations mais également pour former les personnels médicaux sur place.

L'amélioration de la stabilité est un long processus. Dans ce domaine, il y a peut-être une différence entre la Chine et les pays occidentaux. Les pays occidentaux disent aux Africains comment ils devraient gouverner. La Chine dit aux Africains comment les Chinois résolvent leurs propres problèmes dans des circonstances similaires. Quand la stabilité est brisée par des conflits locaux, les pays occidentaux croient qu'un changement de régime est la meilleure façon de résoudre l'instabilité. La Chine pense que tout possède son propre temps et ses propres conditions, et que l'ingérence extérieure peut facilement changer le régime mais difficilement restaurer sa stabilité. Nous voyons à l'heure actuelle ce qui se passe en Irak, en Afghanistan et en Lybie.

Pour conclure, je voudrais insister sur le fait que la politique de non-ingérence de la Chine n'est pas synonyme d'indifférence, que la Chine a besoin de la stabilité de l'Afrique et que la Chine aide à l'amélioration de cette stabilité en encourageant le développement social et économique plutôt qu'en imposant son modèle social, et surtout pas à la pointe d'un fusil.



Jean-Michel Severino, Gérant, Investisseurs et Partenaires (I&P)

History is proving you right, and it is very important to remind us that China is as large a contributor to peacekeeping operations, including in Africa, as others, which is something that is often overlooked by the general public.